

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 19 (1880)

Rubrik: Juillet 1880

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Circulaire

du

Conseil fédéral suisse

aux

Etats Confédérés

touchant

**la Convention conclue entre la Suisse et la France
pour régler la nationalité et le service militaire
des enfants de Français naturalisés Suisses.**

(27 juillet 1880.)

Nous vous transmettons ci-joint le nombre usuel d'exemplaires de la Convention conclue le 23 juillet 1879 entre la Suisse et la France au sujet de la nationalité et du service militaire des enfants de Français naturalisés suisses, et dont, après approbation par les autorités compétentes des deux pays, les ratifications ont été échangées le 6 juillet 1880 à Paris.

En vous priant de donner à cette convention la publicité nécessaire, nous joignons à la présente circulaire les formulaires qui doivent être remplis par les maires, syndics ou présidents de commune (ou par les agents

diplomatiques ou consulaires), avec indication exacte des noms et dates, puis nous être envoyés périodiquement par l'intermédiaire des gouvernements cantonaux.

Pour l'exécution correcte de cette convention, nous attirons encore votre attention sur deux points.

En premier lieu, il ne faut pas perdre de vue que les personnes du sexe féminin nées d'un Français *avant* la naturalisation de celui-ci doivent, dans les délais fixés à l'article 2 et à l'alinéa 3 de l'article 5, faire usage du droit d'option; autrement, à teneur des articles 1 et 2, elles demeurent Françaises et doivent être astreintes, conformément aux stipulations du traité d'établissement avec la France, à se munir d'un acte d'immatriculation.

Quant aux fils qui sont nés *avant* la naturalisation de leurs parents et qui n'ont pas encore atteint l'âge de 22 ans révolus, ils sont exempts de tout service militaire jusqu'à cet âge, puisque, au point de vue du service, ils sont encore considérés comme Français, mais que, à teneur de l'article 3, ils ne sont pour le moment pas appelés au service. Ils sont donc aussi, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge, exempts du paiement de la taxe militaire en Suisse.

Berne, le 27 juillet 1880.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le Vice-Président

ANDERWERT.

Le Chancelier de la Confédération

SCHIESS.

Déclaration d'option.

Le soussigné,, maire (syndic, président)
de la commune d....., canton d..... en
Suisse, certifie par les présentes que,
demeurant à, s'est présenté aujourd'hui
devant lui et a prouvé, en exhibant des documents
authentiques, qu'..... est né à, le
....., fil..... de, natif (ou originaire)
de la commune d....., département d.....,
en France, lequel est depuis ressortissant à la
commune d....., canton de, demeurant
à, Suisse, et qu'..... a déclaré opter
pour la nationalité suisse et renoncer à la nationalité
française, dans le sens de la convention conclue le 23 juillet
1879 entre la Suisse et la France.

(Date.)

(Signatures.)

(Sceau.)

N. B. Si cette déclaration est donnée par un fondé de pouvoirs,
la signature doit être légalisée officiellement dans la procuration,
et celle-ci doit être jointe à la déclaration d'option.

Renonciation au droit d'option.

Le soussigné,, maire (syndic, président)
de la commune d....., canton d....., en
Suisse, certifie par les présentes que,
demeurant à, s'est présenté aujourd'hui devant
lui et a prouvé, en exhibant des documents authentiques
qu'il est né à le, fils de,
natif (ou originaire) de la commune de,
département de, en France, lequel est depuis
..... ressortissant à la commune d.....,
canton d....., demeurant à, Suisse;
et qu'il a déclaré, dans le sens de la convention conclue
le 23 juillet 1879 entre la Suisse et la France, vouloir
entrer dans l'armée française et renoncer à son droit
d'opter pour la nationalité suisse.

Le sieur, qui exerce la puissance
paternelle (tutélaire), sur le prénommé, et
qui s'est présenté en personne, a donné son assentiment
formel à la déclaration de celui-ci.

(Date.)

(Signatures.)

(Sceau.)
